



18 mars

Grève et manifestation nationale et interprofessionnelle AGISSONS ENSEMBLE CONTRE L'AUSTÉRITÉ

Depuis sa nomination en juin 2012, le gouvernement Ayrault met en place une politique d'austérité sans précédent. Cette politique antisociale sanctionne gravement les salariés du privé comme du public ainsi que les 3.300 000 chômeurs dont les indemnités sont de plus en plus réduites.

A contrario de cette régression sociale organisée, des milliards d'euros sont trouvés dans le budget de l'État afin d'exonérer les entreprises du versement des charges sociales. Ainsi, avec le Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE) ce sont 13 mds € en 2013 et 20 mds € en 2014 qui ont été ou seront versés. Avec le « Pacte de responsabilité » qui vient de faire l'objet d'un relevé de décisions sans réelles contreparties entre le MEDEF et les syndicats réformistes (CFDT - CFTC - CGC), 35 mds€ d'économies budgétaires supplémentaires doivent être dégagées. Les contreparties en termes d'emploi seront soi-disant négociées dans les branches professionnelles.

On sait ce qu'il en a toujours été des centaines de milliards d'allègements ou d'exonérations fiscales et sociales consentis depuis des dizaines d'années. Hormis quelques embellies, le chômage n'a quasiment jamais cessé d'augmenter et les bénéfices réalisés par les entreprises ont été versés sous forme de dividendes aux actionnaires. Le « pacte de responsabilité » est un marché de dupes ; nos organisations syndicales CGT - FO - FSU et SOLIDAIRES ne cessent de le dénoncer !

Services publics et fonction publique paient le prix fort

Depuis la crise économique et financière de 2008, les services publics et la fonction publique paient le prix fort. Loin de ralentir le mouvement de démantèlement progressif de l'État et de ses missions publiques initié sous l'ère Sarkozy, la politique d'austérité actuelle, les économies recherchées

dans les dépenses publiques vont accroître les conséquences désastreuses pour la fonction publique, ses agents et le service public rendu aux citoyens.

RGPP, RéATE, MAP, gel des salaires, blocage de la valeur du point d'indice, augmentation des cotisations retraite, suppression massive d'emplois, réduction des promotions, dégradation des conditions de travail sont le lot commun dans les trois fonctions publiques. **De plus, les dernières annonces de Marylise Lebranchu, sur l'ensemble de ces sujets, n'ont rien pour rassurer les fonctionnaires, bien au contraire !**

Loin d'être à l'abri derrière les murs de sa soi-disant forteresse, depuis des années, les ministères économiques et financiers paient un lourd tribut : plus de 20 000 emplois supprimés en dix ans, réduction des moyens de fonctionnement, perte des missions régaliennes de contrôle...

L'administration centrale de Bercy n'est pas épargnée.

Au-delà du lot commun, réorganisations et expérimentations y sont légions (fusion de directions et services, déploiement d'applications informatiques structurantes, création de services interministériels...) Les suppressions d'emplois pèsent de plus en plus lourdement. Les conditions de travail se dégradent et la souffrance au travail explose.

AGISSONS ENSEMBLE

Dans le cadre d'une journée d'action interprofessionnelle et à l'appel des syndicats CGT - FO et SUD, les agents de l'administration centrale ont toutes les raisons de faire grève pour dire : **STOP ! AVEC L'ENSEMBLE DES FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS, NOUS EN AVONS ASSEZ !**

**Rejoignez la manifestation unitaire en région parisienne
Place du 18 juin 1940 à 13h30 (Montparnasse)**

Au-delà de la Centrale, les grandes Directions à réseaux encore et toujours dans l'action

20 mars, Grèves et manifestations aux Douanes, à la DGFIP et à la DGCCRF

Les DOUANIERS

Le 21 novembre, les douaniers en grève à l'appel de toutes leurs organisations syndicales se sont rassemblés devant Bercy pour manifester leur opposition au « Plan stratégique de la Douane » qui vise à transformer leurs missions en missions d'accompagnement commercial des entreprises. Ils ont alors décidé de poursuivre leur action au niveau local et d'une nouvelle journée de grève nationale le **20 mars**.

Les AGENTS DES FINANCES

Pour leur part et après des États généraux des Finances publiques qui se sont tenus en décembre 2013, les syndicats SOLIDAIRES Finances publiques - CGT - CFDT - FO de la DGFIP ont organisé de nombreuses initiatives locales afin de protester contre les suppressions massives d'emplois et l'extrême dégradation des conditions de travail dans les services. Ensemble, ils ont décidé de converger vers une journée de lutte nationale le **20 mars**.

A la CCRF et dans les LABORATOIRES

Après avoir lutté pendant plusieurs années contre le démantèlement de leur réseau, les syndicats Solidaires CCRF & SCL, CFDT CCRF et labos, CGT CCRF et FO ont, à leur tour, décidé de rejoindre le mouvement initié aux douanes et aux Finances. « **Pour l'avenir des missions et des moyens de la DGCCRF et du SCL** », ils ont décidé de rejoindre l'appel à la grève le **20 mars**.

TOUS ENSEMBLE POUR MANIFESTER

La journée de grève du **20 mars** trouvera son point d'orgue dans les manifestations et notamment dans la manifestation parisienne qui démarrera à Nation à 14h en direction de Bercy.

Les syndicats CGT, FO et SUD appellent les agents de centrale à participer aux actions et à la mobilisation de nos collègues en lutte en se rassemblant au point d'arrivée de la manifestation :

**le Jeudi 20 mars à partir de 16 heures
Rassemblement des finances
Place du Bataillon du Pacifique**